

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°19 • Juin 2004

**Résistons ensemble c/o CiCP, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris | Site : <http://www.resistons.lautre.net>
Pour recevoir ce bulletin par internet, écrire à : resistons_ensemble@yahoo.com
Pour recevoir ce bulletin par la poste, envoyer un carnet de timbre pour dix numéros**

Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires.

L'Europe flic, l'Europe du capital

Il a fallu si peu, c'était une question de mauvaise formulation d'un juge espagnol, pour que le mandat d'arrêt européen (MAE) ne soit exécuté pour la première fois. Ce MAE, voté dans la loi Perben 2, permet l'extradition des français vers un autre pays de l'Union, ce qui était jusque là impossible. C'est ainsi que trois jeunes français, accusés d'appartenir à une organisation de jeunesse (Segi) du pays basque espagnol, devaient être extradés en Espagne, alors qu'on ne leur reproche rien en France. Le MAE, avec les équipes communes de police autorisées à intervenir des deux côtes des frontières (notamment à la frontière avec l'Espagne) constituent la colonne vertébrale de l'Europe flic, coiffée par l'Eurojust, le parquet européen en construction. L'Europe flic en est encore à ses débuts, mais parions que la prochaine fois le MAE sera mieux formulé. L'Europe flic se met en place au fur et à mesure que l'Europe du capital s'affirme comme la grande organisatrice du chômage, de la précarité, de la casse des services publics, de l'éducation, de la santé. L'Europe flic c'est la restriction brutale des politiques d'immigration, du droit d'asile dans l'espace européen, des libertés, c'est la possibilité de poursuivre à volonté au-delà des frontières (MAE), la transmission des fichiers des passagers aériens au gouvernement américain...

Dépassant peu à peu les frontières nationales les politiques répressives prennent leur élan, elles respirent l'air du large.

L'Europe flic fauche les « mauvaises herbes » pour assurer le chemin de l'Europe du capital. Comment nous mettre en travers de son chemin ?

> Opération « bus attitude » À Drancy, dans le cadre de l'opération « bus attitude » menée par la RATP, une mère et son enfant de 14 ans finiront en garde-à-vue pour 24 h après un contrôle des tickets violent, et ce malgré les appels de la mère, handicapée, qui souffre d'arthrose aux mains (7 jours d'ITT). Elle doit comparaître en juin avec son fils pour « coups et blessures volontaires ». Pour finir, la RATP a reconnu que les tickets étaient « parfaitement en règle ». À la SNCF aussi tout est possible. François Thonier (cf. précédents numéros) vient d'être condamné à 2 mois de prison pour délit de fraude habituelle, 10 infractions = de la prison.

Ça se passe comme ça dans les transports, formidable théâtre du sécuritaire, cette politique qui renforce l'arsenal législatif répressif, développe les services de sécurité armée, la vidéosurveillance, l'aménagement intérieur des gares (pas de bancs, que des courants d'air). Un lieu de mobilité... contrôlé, contrôler les populations qui se déplacent, empêcher les jeunes de banlieue de venir dans le beau centre ville, arrêter les sans-papiers, emprisonner ceux qui n'ont pas les moyens de payer, brutaliser, mater les récalcitrants... prière de passer son chemin et de baisser les yeux...

François Thonier a l'intention de faire opposition à ce jugement.

Comité de soutien : AC! Nantes 02.40.89.51.99 ou par mail soutien.ft@free.fr

> SUR LE VIF Cannes : témoignage d'une journée insensée (extraits)

Le 15 mai, Marie quitte la manifestation des intermittents pour rejoindre une action d'information au théâtre « Star » (cinéma du marché du film) visant le public présent dans les salles. Tout se passe dans le calme jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre...

Les CRS par plusieurs coups de matraques brisent la vitre du cinéma. Ils attrapent les gens, les jettent, les traînent, les frappent, certains sont à terre, Ils continuent à cogner. [...] C'est à mon tour, 5 CRS s'approchent de moi [...] je me suis fait soulever, molester et balancer dehors comme tous les autres. À l'extérieur, une trentaine d'intermittents crient qu'ils sont pacifiques [...], mais tout à coup on entend un policier et tous, en un bloc, se jettent matraques aux poings sur eux. Ensuite j'ai un trou, je me souviens des cris, du sang, de l'italien qui après s'être fait frapper se fait balancer contre un camion de police et retombe sur le sol dans une marre de sang, les yeux clos à mes pieds. [...] Vers 20h, nous avons appris que 7 d'entre nous avaient été incarcérés. Les autres étaient allés au commissariat en soutien, mais une fois de plus les CRS avaient frappé et, grossière erreur, cogné et menotté un journaliste de France 3. [...]

Le préfet s'est excusé pour les journalistes molestés. Et nous ?

Depuis, le préfet Pierre Breuil s'est ravisé. Le jour même il promettait la vérité, au final, il souligne que les deux policiers d'abord mis en cause ne sont absolument pas suspendus et conservent toute sa confiance...

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Des lycéens menottés... et gardés à vue pour avoir jeté des pierres pendant la récréation. « On les a déshabillés, fouillés à corps et mis en cellule. Ils ont été gardés à vue toute la journée pour dégradation de biens privés en réunion et nous n'avons été prévenus que bien plus tard, par la police. », a témoigné la mère de l'un d'entre eux au dernier congrès de la principale fédération de parents d'élèves, la FCPE. Son président a par ailleurs affirmé que : « La répression prend le pas sur l'éducation. Il y a abandon de la démarche éducative et des auxiliaires de police comblent le vide laissé par la suppression de dizaines de milliers de postes d'encadrement, surveillants et aide-éducateurs » et a protesté contre les mesures récentes déjà en vigueur, permettant à la police d'intervenir ainsi que le projet de loi sur la prévention de la délinquance « incitant au fichage et à la délation ». On ne saurait mieux dire !

Le steward avait la peau trop foncée Un violent coup de genoux dans les testicules, plusieurs gifles, trois heures de garde à vue sans audition ni examen médical, voilà le traitement qu'a dû subir, le 9 mai dernier, Patrick Marouvin, 34 ans, parce qu'il avait traversé en dehors des bandes blanches dans une rue de Paris.

Vitry le François un dangereux laboratoire Aujourd'hui à Vitry le François (Marne) s'établit un système de fichage/quadrillage des Vitriats ; nouvelle ville laboratoire des dispositifs les plus liberticide du projet de loi sur la « prévention de la délinquance ».

Les salariés du champ social (Centre Communal d'Action Social, Caisse d'Allocation Familiale, Missions Locales pour la Jeunesse, Education Nationale...) sont contraints, souvent sous menaces de sanctions déguisées, de renseigner d'éléments confidentiels des fiches concernant les personnes rencontrées dans leur cadre professionnel. Ces fiches, comportant l'état civil et les ressources financières des Vitriats, configurées sous forme de cases à cocher, répertoire des informations sur le logement, l'éducation des enfants, la toxicomanie, la santé mentale, la marginalité des enfants et des adultes...

Extrait du communiqué du Collectif National. Infos : <http://www.abri.org/antidelation/>

Jean-Marc Rouillan condamné au silence Jean-Marc Rouillan ne publiera pas de chronique dans le prochain numéro de CQFD. Il a été placé en isolement à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, privé de ses lunettes et de tout moyen de communication, après son transfert de la centrale de Moulins-Yzeure. Extirpé à l'aube de sa cellule par des surveillants encagoulés, il fut traîné nu dans les couloirs de l'établissement avant d'être contraint à se mettre à genoux, toujours nu, devant le directeur de la centrale, Richard Bauer, qui aurait alors « détourné les yeux ».

À l'heure où la France entière s'émeut des tortures infligées en Irak par les troupes américaines, il n'est pas anodin de constater que les divertissements médiévaux ne sont pas une spécialité anglo-saxonne réservée aux contrées pétrolières.

Extrait du communiqué de « CQFD » - 28 mai 2004. Les chroniques de Rouillan sont disponibles sur le site de CQFD, <http://www.cequifautdestruire.org/>

La fac de St Denis libérée des caméras ! Le jeudi 27 Mai 2004, à l'université Paris VIII Saint-Denis, une vingtaine de plébéiens masqués ont détruit trois caméras de surveillance à l'aide de marteaux, et mis hors d'état de nuire plusieurs autres caméras avec des fusils à eau remplis de peinture. Les murs ont été recouverts des inscriptions suivantes : « Le maton te guette » et « Vive l'action directe ! ».

Justice coloniale en Guadeloupe Le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy, a entrepris une féroce répression policière, judiciaire se traduisant par des condamnations pénales contre les travailleurs et les responsables syndicaux de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG). Malgré les absences flagrantes de preuve, les irrégularités dans la procédure, les chefs d'inculpation bénins, les militants de l'UGTG sont de toute façon condamnés à des peines sauvages, à l'issue de simulacres de procès, précédés de plusieurs dizaines d'arrestations arbitraires et de passages à tabac. 27 mois de prison ferme, 75 mois de prison avec sursis, 120.159,50 € d'amende ont été retenus à l'encontre de 13 militants et dirigeants du Syndicat.

Extrait du communiqué de l'UGTG.

> AGIR Répression à Nanterre Deux étudiants sont convoqués à la commission d'instruction de la section disciplinaire de l'université de Nanterre. La présidence les accuse, de manière totalement arbitraire, de « dégradation en réunion du domaine immobilier » et « participation à la destruction en réunion de la cloison pare-feu entre les bâtiments D et E » (le 16 mars dernier ce mur, symbole de la politique sécuritaire de la présidence, a été défoncé à coups de bélier).

Le conseil de discipline aura lieu le lundi 14 juin à 9h au bat. B. Soyons nombreux à leur manifester notre soutien.

Acharnement anti-syndical

1/ Accusé de tort d'acte de violence au cours de l'opération « caddies vides » à Auchan dans le cadre du mouvement contre la décentralisation et la réforme des retraites, le porte-parole régional de la Confédération paysanne, Jean Michel Sauvage a été relaxé en décembre dernier. Aujourd'hui le procureur d'Arras le convoque à nouveau devant la cour d'appel de Douai.

En soutien rassemblement mardi 22 juin 2004 dès 8h30, place Charles Pollinchove à proximité du TGI de Douai

2/ Pendant près de 3 mois, les travailleurs de DAEWOOD-ORION ont mené une lutte déterminée contre la politique de casse de l'emploi menée par un patronat mafieux avec la complicité des pouvoirs publics. Plusieurs travailleurs, dont Kamel, sont accusés d'avoir mis feu à l'usine en lutte. Pour s'opposer à la criminalisation de l'action syndicale et la lutte des travailleurs, participez au rassemblement de soutien qui se tiendra le lundi 21 juin, à partir de 8h30 devant le tribunal correctionnel de Briey (54).

Contact : ulcgtlongwy@worldonline.fr

Soutien à Pascal Brozzoni Principal inculpé de l'incendie des ateliers de la prison centrale de Clairvaux, en avril 2003 (qu'il revendique), Pascal Brozzoni a été transféré à la Maison d'arrêt de Rouen vendredi dernier. Alors qu'en tant que condamné à une longue peine, il devrait être incarcéré dans une centrale, c'est-à-dire avec un régime de détention plus favorable. **Pour le soutenir, écrivez-lui : Pascal Brozzoni ; D3/11 - 59 997 ; Maison d'arrêt de Rouen ; 169, boulevard de l'Europe ; 76 038 Rouen cedex.**

Infos/procès des inculpés de Clairvaux : <http://vivelesmutins.freeservers.com>

Déplacements sous contrôle Le Réseau pour l'Abolition des Transports Payants (<http://ratp.samizdat.net/>) organise, pour la sortie de la brochure « Déplacements sous contrôle, manuel juridique de l'arsenal répressif des transports en commun », un débat samedi 12 juin à Publico - 145, rue Amelot 75011 Paris m° Oberkampf 16h00.

Procès Pour soutenir L. et M., victimes depuis 2 ans de harcèlement, d'abus de pouvoir et de violences de la part d'une équipe de police en uniforme et malgré tout accusées de rébellion et violences à agent, **soyons présents le 18 juin prochain à 9h00 à la 13^{ème} chambre du tribunal correctionnel de Paris (Métro : Cité).**

Palaiseau Arrêt immédiat du chantier de Centre de rétention de Palaiseau (91) ! **Manifestation le 12 juin à 10h 30. Rendez-vous à la gare de Palaiseau (RER B).**